



Le 10 décembre STOP au projet HERCULE !

ENEDIS sacrifié pour plus d'attractivité

Dans son plan de désintégration du secteur de l'énergie, le Gouvernement mesure l'attractivité d'ENEDIS de par son financement public garanti par la CRE. En ouvrant son capital à des intérêts privés, **ENEDIS serait la 1^{ère} victime de ce projet de démantèlement** annonçant la fin programmée du service public de l'électricité et, in fine du Statut des IEG.

La mobilisation importante du 26 novembre a montré une nouvelle fois la détermination historique des salariés à ne pas laisser désintégrer leur entreprise.

L'ampleur de la mobilisation a contraint le Gouvernement et le Président d'EDF à échanger avec les fédérations syndicales la semaine dernière. **Que faut-il en retenir ?**

Les dirigeants d'EDF indiquent depuis juin 2019 que le projet Hercule est une contrepartie demandée par la Commission européenne pour sécuriser les concessions hydrauliques et obtenir une réforme l'ARENH, **il n'en est rien !**

Nous avons appris qu'Hercule n'est plus sur la table des négociations entre le Gouvernement et la Commission Européenne : c'est donc une problématique purement franco-française.

Hercule ne répond en rien à l'intérêt général mais uniquement à l'intérêt financier. La mobilisation d'aujourd'hui déterminera le service public de demain.

Rappelons aussi qu'ENEDIS, avec ses projets ASGARD ou encore d'externalisation des activités de la clientèle, est déjà en route « vert » HERCULE.

Si la question de la régulation se pose pour l'avenir d'EDF et sa capacité future à investir, n'oublions pas qu'ENEDIS est un maillon important de la chaîne qui permet le maintien du service public, de la péréquation tarifaire et de la solidarité entre territoire.

C'est bien, à l'origine, la libéralisation du marché de l'électricité qui a conduit l'État et EDF à vouloir renégocier l'ARENH, dispositif lui-même imposé par l'État à EDF, avec des contreparties inacceptables pour les salariés et les organisations syndicales.

Cela conforte l'appréciation des fédérations syndicales : Hercule est une « vraie-fausse » contrepartie, purement idéologique

Et voilà que l'on entend maintenant que le projet de loi « convention citoyenne » qui sera transmis au Conseil d'Etat le ... **10 décembre** prévoirait un recours aux ordonnances pour restructurer EDF, afin de gagner du temps sur ce dossier jugé d'une extrême complexité.

**Le 10 décembre, TOUS en grève
Les fédérations demandent à ne pas participer aux IRP,
négociations et bilatérales jusqu'à nouvel ordre.
Elles appellent à faire de cette journée un moment de mobilisation
de grande ampleur sur vos unités.**

[Pétition](#)